

UNE REPRISE EN DEMI-TEINTE ?

Soufflerait-il un « vent mauvais » sur le Vieux continent ? De toutes parts, ou presque, les interrogations s'accumulent, et les doutes s'amassent. Le pessimisme et la suspicion irriguent le corps, encore fragile, d'un projet collectif esquissé il y a soixante ans. Les esprits les mieux faits, et les plus ouverts peinent à répondre à ces incertitudes. L'Union monétaire, sans budget ni gouvernement commun, n'est-elle pas vouée à l'échec ? Avons-nous sous-estimé les difficultés, et surestimé la capacité des États à renoncer à plus de souveraineté ? Construire la paix et la prospérité commune a été la plus belle des chimères. Les Européens rêvent-ils encore de telles chimères, ou ont-ils le sentiment que la zone euro se résume à l'austérité ? Avancer sans direction précise, sans un socle bâti de concert, peut-il résoudre les différents problèmes auxquels nous sommes collectivement confrontés ? En vérité, le moteur efficace de la construction européenne ne se résume pas aux seules avancées économiques et politiques. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, c'est grâce à l'apport de « l'autre » Europe, celle de l'Est, que l'Occident a progressivement redécouvert l'idée européenne, l'idée d'un continent défini par sa culture et ses valeurs, qui nous viennent d'Athènes, de Jérusalem et de Rome. Une certaine idée de l'Europe, qui rejoint celle que Julien Benda formulait-il y a près d'un siècle, et qui reste plus actuelle que jamais : *« L'Europe ne sera pas le fruit d'une simple transformation économique, voire politique ; elle n'existera que si elle adopte un certain système de valeurs morales et esthétiques ; si elle pratique l'exaltation d'une certaine manière de penser et de sentir, la flétrissure d'une autre ; la glorification de certains héros de l'histoire, la démonétisation d'autres... »*. En clair, nous devons retrouver, en deçà des petites histoires propres à chacun, la capacité de se remettre en question, de vaincre les conservatismes et de forger cet esprit d'équipe volontaire et pugnace, sans lequel la compétition mondiale se jouera sans nous.

I. UNE EUROPE PLUS POLITIQUE

Bien sûr, dans un monde idéal, il serait souhaitable de mettre en place un budget fédéral capable d'assurer stabilité et solidarité. Mais nous ne sommes pas dans un tel monde, et la plupart des États membres ne partagent pas la même conception de la souveraineté, et donc du fédéralisme. À défaut, il faut simplifier les procédures budgétaires, redonner de nouvelles prérogatives à la gouvernance de la zone, notamment sur l'ensemble des problématiques économiques. Il est grand temps d'en finir avec la vision punitive de cette gouvernance. Mais au-delà, et surtout, mettre en place une Europe plus politique qui donne un pouvoir réel au citoyen dans le processus d'élection. La solution passe par la responsabilisation de ces derniers, afin qu'ils aient le sentiment d'avoir un rôle-titre dans le destin du Continent. La citoyenneté existe au niveau des États, pas suffisamment au niveau de l'Europe, ce très facile bouc émissaire de tous nos maux, miroir de toutes nos faiblesses, et parfois de nos lâchetés.

L'actualité s'y prête, car il est souvent plus commode de réformer quand les choses vont globalement mieux. Or, la période – et la chose mérite d'être soulignée – est propice à toutes les avancées : au premier trimestre, son PIB a progressé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, contre 0,1 % outre-Atlantique, et 0,3 % outre-Manche. C'est là une bien bonne nouvelle pour un Continent abîmé par le doute et les égoïsmes nationaux. L'Espagne, la France et l'Italie étonnent par leurs performances économiques, et font mieux que l'Allemagne, la locomotive de la zone. Bien sûr, nous profitons de la baisse des cours du pétrole, entamée à la mi-2014, de la dépréciation de l'euro, qui a perdu près de 20 % face au dollar depuis la même période, et de la décreue générale des taux d'intérêt souverain. Quant au risque déflationniste, qui planait encore en début d'année, il semble désormais écarté. Restent les interrogations sur l'investissement, sans lequel peu ou pas

de croissance soutenable dans l'avenir, et la persistance d'un taux de chômage élevé qui « calamine » les cylindres de la confiance. Malgré cette ombre, le camp des optimistes s'est renforcé, et la plupart des observateurs misent sur un taux de croissance élevé qui pourrait même atteindre 1,7 % en 2015.

L'occasion de rappeler que cette embellie doit nous pousser à continuer les efforts déjà entrepris, car ces facteurs positifs sont en grande partie exogènes. Bref, il faut en faire davantage pour s'assurer que cette amélioration soit plus qu'un phénomène saisonnier. Comme le rappelle Valdis Dombrovskis, le Vice-président chargé de l'euro : « *Nous devons faire en sorte que cette croissance soit soutenable en continuant à faire des réformes structurelles, à investir, et à maintenir la discipline budgétaire* ».

II. LES ENTREPRISES, OTAGES DE TOUS LES ARCHAÏSMES

Un rappel qui ne peut nous laisser indifférent car, si nous sommes engagés sur la bonne voie, notre allure reste « engluée » par une politique de petits pas, peu compatible avec ce que réclame le siècle. Et le siècle réclame des réformes ambitieuses, et du courage politique. Autant dire que nous sommes encore loin du compte, avec une hausse de l'emploi public – la flambée des effectifs a été en 2013 cinq fois plus forte qu'en 2012 – qui porte le nombre d'agents publics à 5,6 millions, un droit du travail aussi foisonnant que pénalisant pour la compétitivité des entreprises, et une dépense publique record. Cette dépense, il faut presque le rabâcher, fait de notre pays un triste champion en Europe : 57,5 % du PIB ! Comment, dans ces conditions, faire émerger de nouveaux acteurs industriels compétents et motivés ? L'énorme richesse captée par un secteur public, plus vorace que jamais, est autant de moins pour l'investissement et l'emploi.

Nous ne disons pas, encore une fois, que le gouvernement est frappé de cécité. Nous disons simplement qu'il est fort dommage pour notre pays et ses entreprises que nous ne profitions pas à plein du

frémissement de la reprise pour bousculer les citadelles et vaincre les archaïsmes qui brident notre développement. Or, frémissement il y a. Chacun en convient, le rebond de la croissance, deux fois plus forte que celle de l'Allemagne ce trimestre est une belle embellie. Mais une embellie qui pourrait être de courte durée, si l'investissement n'était pas au rendez-vous, investissement qui recule chez les ménages, et progresse à peine dans les entreprises. À cela s'ajoutent le problème de la dégradation du commerce extérieur, dont on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une aggravation de la compétitivité française, et les trop nombreuses destructions d'emplois ⁽¹⁾. À cet égard, reconnaissons que nous avons collectivement failli : les hommes se succèdent aux responsabilités sans qu'ils parviennent à inverser la courbe d'un chômage qui commence à inquiéter le chef de l'État qui liait, il y a tout juste un an, son avenir présidentiel à la situation de l'emploi : « *Si le chômage ne baisse pas d'ici 2017, je n'ai aucune raison d'être candidat, aucune chance d'être réélu* ». Or, malgré un contexte économique plus favorable, la reprise de la croissance reste fragile. Sans doute la raison pour laquelle les sondages sont aussi pessimistes quant à cette embellie : 70 % des personnes interrogées estiment qu'il s'agit d'une « *amélioration ponctuelle qui ne durera pas* » ⁽²⁾.

La sagesse voudrait que l'on comprenne enfin que les rigidités du droit du licenciement dissuadent trop d'entreprises, notamment les plus petites, de recruter. Il faut donc faire preuve d'inventivité, concilier simplicité et flexibilité afin de répondre à cette réticence à l'embauche d'employeurs hésitants et désorientés. C'est ainsi que nous parviendrons à faire renaître la confiance des chefs d'entreprise qui, aujourd'hui encore, restent attentistes en la matière en dépit des aides dont ils bénéficient, et dont on vient d'apprendre qu'elles pourraient être remises en cause. Le gouvernement doit gouverner. Autrement dit, il a l'ardente obligation de s'opposer avec courage et lucidité à toutes les tentatives, d'où qu'elles viennent, qui déstabilisent sa politique économique et « calament » la marche des entreprises et par là même entravent la croissance et l'emploi.

⁽¹⁾ - 13,500 en trois mois

⁽²⁾ Les Echos 13/14 mai 2015